

ABAUQUE CONSULTING

EXPERTISE - CONSEIL • AUDIT

GEORGIA TECH EUROPE

Association régie par les articles 21 à 79 du Code Civil Local
2-3, rue Marconi
57070 METZ

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

GEORGIA TECH EUROPE

Association régie par les articles 21 à 79 du Code Civil Local
2-3, rue Marconi
57070 METZ

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

A l'assemblée générale de l'association GEORGIA TECH EUROPE,

① OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association GEORGIA TECH EUROPE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

② FONDEMENT DE L'OPINION

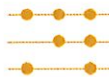
Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1 janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



ABAUUECONSULTING

EXPERTISE • CONSEIL • AUDIT

③ JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas l'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « Subventions d'exploitation » des « Principes et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels expose notamment les règles et méthodes comptables relatives à la reconnaissance des produits et plus particulièrement des subventions.

La note « Contributions volontaires en nature » des « Principes et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels expose notamment les règles et méthodes comptables relatives aux contributions volontaires en nature accordées à l'association au titre de l'exercice.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe des comptes annuels et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

④ VÉRIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral du Bureau et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

⑤ RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Le comptes annuels ont été arrêtés par votre Bureau.

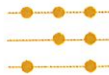
⑥ RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements



ABAUUECONSULTING

EXPERTISE - CONSEIL • AUDIT

ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Metz, le 1^{er} juin 2025

ABAUUE CONSULTING

Yaryna TUN

Commissaire aux comptes

Actif		Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	48 779	45 877	2 902	3 885
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	48 779	45 877	2 902	3 885
	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
Actif circulant	Constructions				
	Inst. techniques, mat.out.industriels	3 711 124	3 407 390	303 734	331 945
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	3 711 124	3 407 390	303 734	331 945
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières ⁽²⁾				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés	1 524		1 524	1 524
	Prêts				
Actif circulant	Autres	952		952	952
	TOTAL	2 476		2 476	2 476
	Total I	3 762 380	3 453 267	309 113	338 308
	Stocks et en cours				
	Créances ⁽³⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	844 696		844 696	988 789
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	249 089		249 089	253 498
	TOTAL	1 093 786		1 093 786	1 242 288
	Divers				
Actif circulant	Valeurs mobilières de placement	2 755 415		2 755 415	2 201 167
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	110 205		110 205	186 953
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	84 156		84 156	42 288
	TOTAL II	4 043 564		4 043 564	3 672 698
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	7 805 945	3 453 267	4 352 677	4 011 006
	Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)			

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	2 419 126	2 165 552
	Report à nouveau		58 009
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	267 755	195 564
	Situation nette (sous-total)	2 686 882	2 419 126
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	177 320	156 696
	Provisions réglementées		
Total I		2 864 202	2 575 822
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total II			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Total III			
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	439 103	488 604
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	416 013	404 169
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		3 298
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	633 357	539 111
Total IV		1 488 474	1 435 184
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		4 352 677	4 011 006
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	4 345 348	3 999 057
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	322 637	344 590
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	3 768	1 501
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	1 936 399	1 732 447
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		6 608 154	6 077 597
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	3 593 784	3 157 168
	Aides financières		285 479
	Impôts, taxes et versements assimilés	196 729	171 793
	Salaires et traitements	1 718 788	1 510 151
	Charges sociales	765 961	672 885
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	106 423	123 172
	Dotations aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	3	12 553
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		6 381 691	5 933 205
1. Résultat d'exploitation (I-II)		226 463	144 391

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations	4 909	4 312
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	2 357	6 065
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		7 267	10 377
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	10 258	1 969
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	10 258	1 969
2. Résultat financier (III-IV)		-2 991	8 407
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		223 471	152 799
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion	44 284	42 809
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		44 284	42 809
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion		45
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI			45
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		44 284	42 764
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		6 659 705	6 130 784
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		6 391 949	5 935 220
EXCÉDENT OU DÉFICIT		267 755	195 564
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature		3 250 925	2 877 075
Bénévolat			
Total		3 250 925	2 877 075
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens		3 250 925	2 877 075
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total		3 250 925	2 877 075

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos-le 31/12/2024

ASS GEORGIA TECH LORRAINE

Table des matières

1	Principes et méthodes comptables	3
2	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	5
2.1	Actif immobilisé	5
2.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	6
2.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	7
2.1.3	Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture	8
2.2	Fonds associatifs	9
2.2.1	Précisions sur d'autres dettes	9
2.3	État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	10
2.4	Informations relatives à l'effectif	11
3	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	12

1 Principes et méthodes comptables

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC n°2018-06 homologué par un arrêté du 26 décembre 2018, publié au JO le 30 décembre. Ce règlement s'applique obligatoirement à compter des exercices ouverts au 1er janvier 2020.

L'application de ce règlement n'a que peu d'impacts sur la présentation des comptes, l'association Georgia Tech Europe appliquant déjà les préconisations suivantes :

- Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative. La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice dans un compte « Produits comptabilisés d'avance ».
- Les subventions d'investissement qui financent des biens amortissables sont amorties au même rythme que les biens financés.
- Les contributions volontaires en nature (CVN) qui représentent l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à l'association des biens ou d'autres services à titre gratuit, sont mises en valeur dans les comptes annuels des associations.

Le principe est désormais la valorisation et la comptabilisation (en classe 8) si les deux conditions suivantes sont réunies :

- éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'association,
- association en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires en nature.

1.1 Présentation de l'objet social de l'Association et des moyens mis en œuvre

L'Association Georgia Tech Europe gère le premier campus international de Georgia Tech à Metz.

Le campus propose des programmes en ingénierie, sciences, commerce et arts libéraux pour les étudiants de premier cycle de Georgia Tech Atlanta et d'autres universités américaines.

Les étudiants du monde entier peuvent poursuivre un master ou un doctorat. Georgia Tech Europe favorise le flux d'idées, crée de nouvelles opportunités et encourage le développement du leadership et de la pensée innovante chez ses étudiants. Plus de 9 000 étudiants de premier cycle, masters et doctorants ont passé un semestre ou plus sur le campus de Metz, enrichissant leur formation dans une perspective globale.

1.2 Informations générales complémentaires

Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires sont, par nature, effectuées à titre gratuit. Elles correspondent au bénévolat, aux mises à disposition de personnes ainsi que de biens

meubles ou immeubles par des entités tierces, auxquels il convient d'assimiler les dons en nature redistribués ou consommés en l'état par l'association.

Les contributions volontaires au bénéfice de Georgia Tech Europe sont composées de

- Mises à disposition gratuite de locaux : La communauté d'Agglomération Metz Métropole met gratuitement à la disposition de l'association Georgia Tech Lorraine les locaux situés 2-3 Rue Marconi à Metz Technopôle.

Le montant de cette contribution en nature est estimé à la valeur locative cadastrale de l'immeuble de 450 000€ pour l'exercice 2024 (idem 2023).

- Prise en charge de coûts de fonctionnement et de coûts de structure : Georgia Tech Institute Atlanta prend à sa charge des coûts de fonctionnement et des coûts de structure de l'association Georgia Tech Europe. A défaut de système d'information quantifiable et de valorisable permettant d'évaluer ces coûts pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, le montant de cette contribution en nature peut être appréhendé sur la base du budget alloué par Georgia Tech Institute Atlanta.

La prise en charge est enregistrée directement en diminution des charges de Georgia Tech Europe afin de faciliter la lecture des comptes. Il ressort de cette option que ne figurent dans les comptes d'achats et de charges externes que la part restant à la charge de l'Association GTE.

Le budget du Georgia Tech Institute Atlanta comporte également les dépenses des activités « UG Housing », « Summer Program » et « Undergraduate Program », lesquelles sont prises en charge dans les comptes de l'association Georgia Tech Lorraine.

Les dépenses relatives à ces programmes universitaires s'élèvent à 2 422 711€ pour l'exercice clos au 31 décembre 2023 et sont refacturées par les produits au Georgia Institute of Technology, n'engendrant ainsi aucun impact sur le résultat de l'association Georgia Tech Europe. Au 31 décembre 2022, le montant de ces dépenses s'élevait à 2 244 345€. Ces activités ne produisent aucun résultat net pour l'association.

Droits de scolarité

Les droits de scolarité concernent les droits de scolarité et les frais annexes dus par les étudiants des divers programmes universitaires de l'association (ph. D, MSECE, MSME et MSCS).

Subventions d'exploitation

Les subventions de fonctionnement sans conditions suspensive sont comptabilisées dans les produits de l'exercice dès leur notification par les collectivités. Les subventions de fonctionnement prévoyant des conditions suspensives, telles que la justification des dépenses, sont comptabilisées dans les produits de l'exercice, à hauteur des dépenses engagées et dès l'émission du rapport d'utilisation des fonds aux collectivités.

Les subventions d'exploitation comportent principalement la subvention de fonctionnement de la Communauté d'Agglomération de Metz Métropole d'un montant de 250 000€. Celle-ci est attribuée dans le cadre de la convention annuelle d'objectifs et de moyens de l'association suivant le plan d'actions présenté à la collectivité.

2 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

2.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

2.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	47 595	4 140	2 955	-	48 780
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	-	5 716	42 450	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	555 127	2 451	-	-	520 844
	Matériel de transport	352 391	1 430	-	-	353 820
	Mat bur., informatique, mobilier	2 788 168	63 413	15 200	-	2 836 460
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
Total III		3 695 686	73 010	57 650	-	3 711 125
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	1 524	-	-	-	1 524
	Prêts et autres immo. financières	952	-	-	-	952
Total IV		2 477	-	-	-	2 477
Total général		3 745 758	77 149	60 605	-	3 762 381

2.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	43 710	5 123	2 955	45 877
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	-	7 830	42 450	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	487 121	11 517	-	464 019
	Matériel de transport	11 390	11 212	-	11 390
	Mat bur., informatique, mobilier	2 865 229	70 741	15 200	2 931 981
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
Total III		3 363 740	101 300	57 650	3 407 390
Total général		3 407 449	106 424	60 605	3 453 268

2.1.3 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	43 710	5 123	-	2 955	-	45 877
Corporelles	3 363 740	101 300	-	57 650	-	3 407 390
TOTAL	3 407 449	106 424	-	60 605	3 453 268	3 453 268

2.2 Fonds associatifs

La présentation des fonds associatifs dans le bilan avant répartition est normée dans le nouveau règlement ANC 2018-06 :

Art. 131-1 – Les fonds propres de l'entité correspondent aux apports, affectations et excédents acquis à l'entité. Ils regroupent les ressources mises à disposition de l'entité de façon définitive ou conditionnelle et certaines ressources ayant un caractère durable.

Art. 131-2 – Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Les fonds propres avec droit de reprise correspondent à la mise à disposition conditionnelle d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ce bien est repris par l'apporteur lorsque la condition n'est plus remplie par le bénéficiaire.

Le résultat comptable ne peut être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel sur celui-ci. Le résultat positif est appelé « excédent » et le résultat négatif « déficit ».

L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit.

2.2.1 Précisions sur d'autres dettes

2.2.1.1 Produits constatés d'avance

Une subvention de fonctionnement accordée pour plusieurs exercices est répartie en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut prorata temporis. Il en est de même avec les droits de scolarité qui couvrent l'année universitaire et non l'année civile.

La partie rattachée à des exercices futurs est inscrite en « produits constatés d'avance »

2.2.1.2 Subventions à reverser

Le poste « subvention à reverser » constate l'obligation de reversement de subventions lorsqu'il est établi de manière définitive que l'un ou plusieurs objectifs fixés dans la condition résolutoire contenue dans la convention d'attribution de subvention ne pourra être atteint. Au 31/12/2024, aucune subvention n'est à reversée.

2.3 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES

Montant brut

À 1 an au plus

À plus d'un an

DE L'ACTIF IMMOBILISÉ

Créances rattachées à des participations

-

Prêts

-

Autres

-

DE L'ACTIF CIRCULANT

Créances Clients et Comptes rattachés

844 697

Autres

249 090

Charges constatées d'avance

84 157

TOTAL

1 096 263

Prêts Accordés en cours d'exercice

Remboursements obtenus en cours d'exercice

ÉTAT DES DETTES

Montant brut

A 1 an au plus

A + d'1 an et 5 ans au +

A + de 5 ans

Emprunts obligataires convertibles

-

Autres emprunts obligataires

-

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

à 1 an maximum à l'origine

-

à plus d'1 an à l'origine

Emprunts et dettes financières divers

-

Fournisseurs et comptes rattachés

439 104

Dettes fiscales et sociales

416 014

Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés

-

Autres dettes

-

Produits constatés d'avance

633 357

TOTAL

-

Emprunts souscrits en cours d'exercice

Emprunts remboursés en cours d'exercice

2.4 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	19
Agents de maîtrise et Techniciens	9
TOTAL	28

3 **Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan**

Notre entité ne provisionne pas son engagement de retraite dont les principales caractéristiques et hypothèses retenues pour leur estimation à la date de clôture sont précisées ci-après.

Le régime correspondant est un régime d'indemnités de départ en retraite qui résulte de la convention collective de l'enseignement privé indépendant.

Le montant de notre engagement total correspondant s'élève à 146 380€ charges comprises au taux de 50% pour les cadres et 40% pour les non-cadres.

Les engagements sont évalués dans le respect de la permanence des méthodes :

- Taux d'actualisation : 3,00%
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 2%
- Taux de charges sociales : 45% pour les non-cadres et 32% pour les cadres.

Concernant la prise en compte du turnover, notre entité utilise le pourcentage de survie selon les tables de mortalité officielles distinctes pour les hommes et les femmes.

Evolution des droits à congés payés des personnes en arrêt de travail

Le droit de l'Union européenne prévoit que le travailleur bénéficie d'un congé annuel payé d'au moins quatre semaines (soit 24 jours ouvrables).

Dans ces conditions, l'absence d'acquisition de congés au cours de périodes d'arrêt de travail n'est contraire au droit de l'Union européenne que dans l'hypothèse où elle a effectivement empêché le salarié de quatre semaines de congé annuel. Cela ne concerne donc que les personnes qui auraient eu des arrêts de travail cumulés supérieurs à 2 mois pendant chaque période d'acquisition.

La Loi n°2024-364 du 22 avril 2024 intègre à l'article 37 les dispositions permettant de mettre en conformité le Code du travail avec le Droit Européen, en conséquence des arrêts de la Cour de cassation du 13 septembre 2023.

Le texte prévoit donc qu'un salarié ne sera fondé à solliciter des droits complémentaires au titre de la période antérieure à l'entrée en vigueur de la loi :

- * que pour les périodes de référence où il n'a pas d'ores et déjà pu bénéficier de 24 jours ouvrables de congés ;
- * dans une telle hypothèse, que dans la limite de 24 jours ouvrables, après déduction des jours déjà acquis.

Pour les salariés toujours en poste, un délai de forclusion de 2 ans à compter de la publication de la Loi a été instauré.